

Le 21 septembre 2020

Madame Sophie Wilmès  
Première ministre du Royaume de Belgique  
Monsieur Patrick Dewael  
Président de la Chambre des Représentants

Lettre ouverte des Bourgmestres de Belgique :  
Pour un débat ouvert et transparent sur la présence d'armes nucléaires en Belgique

Madame la Première ministre, Monsieur le Président,

Nos villes et nos communes sont profondément préoccupées par la grave menace que représentent les armes nucléaires pour les communautés du monde entier. Nous estimons de notre responsabilité de plaider pour que nos concitoyens puissent envisager de vivre débarrassés de cette menace. Toute utilisation accidentelle ou délibérée d'armes nucléaires aurait en effet des conséquences catastrophiques et de long terme pour les populations et la planète, jusqu'à menacer leur survie.

Différents documents et déclarations l'attestent, la Belgique accueille des bombes nucléaires étasuniennes sans discontinuer depuis le début des années 1960. De multiples expressions d'opposition contre ce stationnement d'armes de destruction massive sur notre sol se sont succédées toutes ces années, depuis les pétitions ou les sondages d'opinion jusqu'aux Résolutions de la Chambre des Représentants.

Pourtant, cette expression démocratique ne peut aboutir tant qu'elle restera confrontée à la non-reconnaissance officielle, par un gouvernement en exercice, du stationnement de ces ogives nucléaires en Belgique. En Allemagne, au début du mois de mai 2020 un large débat public sur la future participation du pays au programme de partage nucléaire de l'OTAN a été lancé. Les dirigeants du deuxième plus grand parti national (le SPD) s'y est officiellement déclaré en faveur du retrait des têtes nucléaires déployées sur le territoire national. Comme nos voisins, nous estimons que ce débat démocratique est salutaire. La confiance dans la démocratie couplée à l'importance de ce sujet pour la sécurité de notre pays et de la planète commandent, d'après nous, l'organisation d'un débat ouvert et transparent ; lequel est attendu par la population vu notamment le récent sondage d'opinion qui montre que 2/3 de la population belge soutient le nouveau Traité des Nations Unies sur l'interdiction des armes nucléaires. Ce débat est d'autant plus urgent que la Belgique s'apprête à accueillir dès 2021, de nouvelles bombes atomiques plus petites et plus facilement déployables.

Les villes et communes signataires appellent donc votre gouvernement à reconnaître officiellement la présence d'ogives nucléaires sur notre territoire afin que les Représentants du peuple belge puissent débattre de manière constructive sur l'opportunité de la prolonger.

En vous remerciant pour l'attention que vous voudrez bien porter à cette demande, nous vous prie de croire, Madame la Première ministre, Monsieur le Président, en l'expression de nos respectueuses considérations.

Bourgmestre, Ville/Commune